

DÉCISION N° 20-090 - SECC/LM/CP

OBJET : CONVENTION ENTRE LA COMMUNE ET L'AGENCE NATIONALE DES TITRES SÉCURISÉS RELATIVE À L'ADHÉSION DE LA COMMUNE AUX MODALITÉS D'OBTENTION, D'ATTRIBUTION ET D'USAGE DES CARTES D'AUTHENTIFICATION ET DE SIGNATURE FOURNIES PAR L'ANTS (CARTE ANTS).

Madame La Maire,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2122-22 et L. 2122.23,

VU la délibération du Conseil Municipal n° D202705-6 du 27 mai 2020 donnant à la Maire délégation pour les matières visées en l'article L. 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2007-240 modifié du 22 février 2007 portant création de l'Agence Nationale des Titres Sécurisés (ANTS),

CONSIDERANT que la commune dispose d'un dispositif de recueil des demandes de titres,

CONSIDERANT qu'il convient de remplacer les cartes TES par des nouvelles cartes ANTS réservées aux agents communaux exerçant des missions de recueil et de remise des cartes d'identité et des passeports au sein de la Mairie,

CONSIDERANT que le déploiement de ces nouvelles cartes s'accompagne d'une nouvelle procédure d'habilitation,

D É C I D E

ARTICLE 1 : DE SIGNER la convention entre la commune et l'Agence Nationale des Titres Sécurisés relative à l'adhésion de la commune aux modalités d'obtention, d'attribution et d'usage des cartes d'authentification et de signature fournies par l'ANTS (carte ANTS).

ARTICLE 2 : DIT que la commune s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité décrites dans le « Guide SSI » sur le poste de travail utilisé dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 3 : ARRETE la fourniture d'une nouvelle carte d'authentification et de signature ANTS suite à une perte, vol, casse, perte de code PIN ou au-delà du contingent fixé précédemment à 30 € H.T. par carte et la maintenance et le renouvellement des lecteurs de carte dont le coût varie entre 5 et 15 €.

ARTICLE 4 : DIT que la convention est conclue pour une durée de 6 ans, renouvelable par tacite reconduction et par période de 6 ans à compter de la date de signature par les parties.

ARTICLE 5 : DIT que les crédits nécessaires seront prévus aux budgets primitifs 2020 et suivants.



Fait à Chilly-Mazarin, le 31 août 2020

**La Maire,
Rafika REZGUI**

